

Appui au développement équilibré et durable des territoires impactés par les déplacements de populations issus du conflit centrafricain



I Yéké Oko, on est ensemble

Promouvoir la paix entre les populations et la cohésion des territoires au Cameroun et en République centrafricaine

Cinq ans après le déclenchement de la crise en République centrafricaine, le pays reste morcelé par les violences armées et les tensions intercommunautaires. Un quart des Centrafricain(e)s sont déplacé(e)s forcé(e)s ou réfugié(e)s dans les pays voisins. Le Cameroun frontalier est un des principaux pays d'accueil de ces populations centrafricaines. Beaucoup dépendent d'une aide humanitaire qui a tendance à décroître.

La crise a profondément impacté les structures socio-économiques en RCA et l'espace agropastoral s'est recomposé dans la Mambéré-Kadeï, avec le départ des éleveurs. Au Cameroun, l'afflux de populations a fragilisé les conditions de vie dans la Kadey, en exerçant une pression accrue sur l'accès aux services de base, aux ressources naturelles et des tensions autour des petites activités économiques.

Le retour à l'ordre constitutionnel en 2016, puis l'accord de paix signé à Bangui en 2019 ont contribué à une relative stabilisation du pays. Dans le Sud-Ouest, les conditions sont réunies pour des actions de long terme avec les acteurs du développement local.

Cette situation permet d'envisager des programmes de relèvement et de développement de part et d'autre de la frontière, alors que se dessinent de premières dynamiques de retours volontaires des réfugiés centrafricains et que d'autres envisagent une insertion socio-économique durable dans leur terre d'accueil.

CHIFFRES CLÉS

77 903

Centrafricain(e)s
réfugié(e)s dans la
Kadey (UNHCR)

Près de **10 000**
personnes déjà
retournées dans leur
pays d'origine

I Yéké Oko signifie « On est ensemble » en sango, la langue nationale de la République centrafricaine.



Un ambitieux projet transfrontalier

1

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE

I Yéké Oko contribue à remettre l'administration au cœur des politiques de développement territorial.

- Le projet contribue au renforcement des capacités des communes et des services techniques déconcentrés, à travers des accompagnements, des formations et la fourniture d'équipements. Ces appuis doivent favoriser un renforcement de l'offre de services aux populations, y compris la délivrance d'actes d'état civil.
- Il appuie la définition des stratégies locales de développement économique et social.
- Il accompagne la mise en place ou la redynamisation d'instances de concertation locales et transfrontalières pour renforcer le caractère inclusif et participatif de cette planification.

2

CONSOLIDATION DU LIEN SOCIAL

I Yéké Oko contribue à réduire la pression sur les espaces et ressources naturelles et prévient les tensions.

- Le projet appuie la gestion concertée des espaces et des ressources naturelles ainsi que la résolution pacifique des litiges.
- Il mène au quotidien des activités de communication pour le changement des comportements sur la santé/nutrition, le genre et la promotion de la paix.
- Il apporte un soutien psychosocial aux personnes en détresse psychologique et aux survivant(e)s de violences sexuelles basées sur le genre pour renforcer le bien-être des populations.

3

RELANCE DE L'ÉCONOMIE RURALE

I Yéké Oko fait émerger des initiatives économiques structurantes pour les territoires et renforce les moyens d'existence et la résilience des populations.

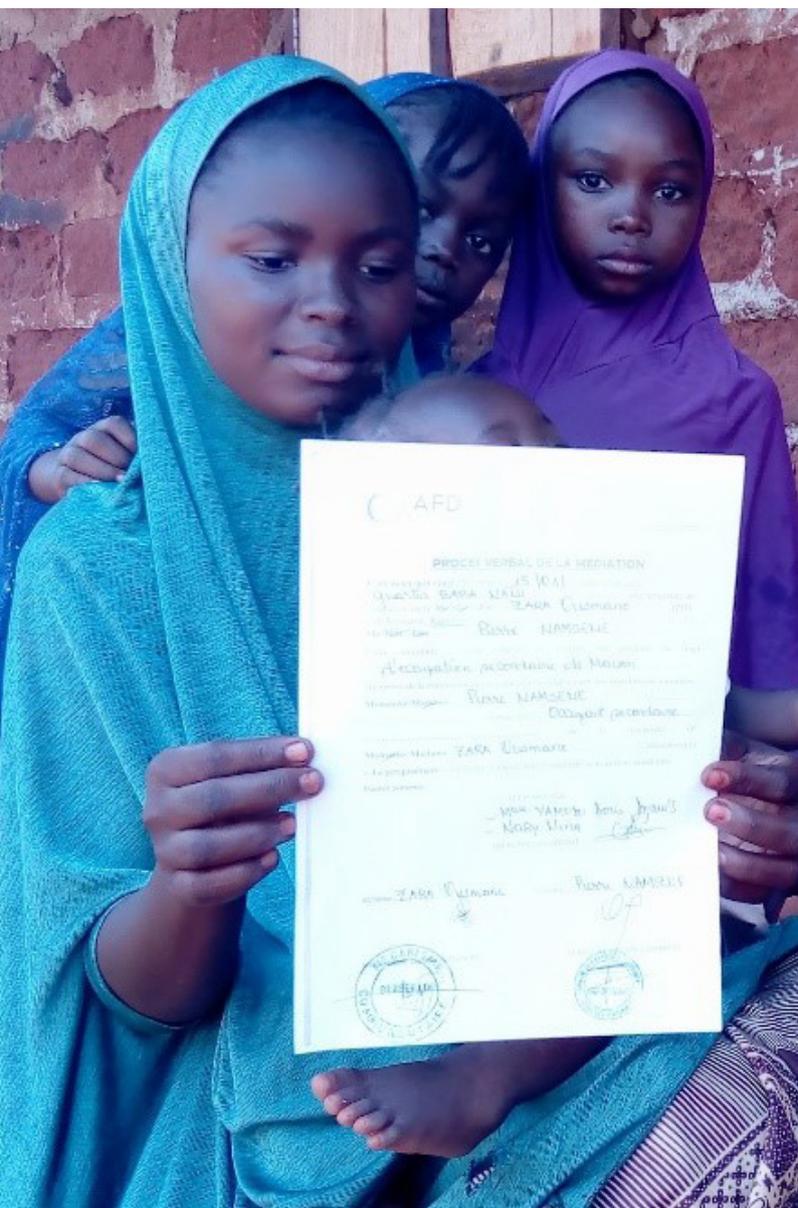
- Le projet promeut les filières porteuses et la structuration des organisations de producteurs.
- Il soutient les pratiques agropastorales durables.
- Il appuie l'insertion socioéconomique des jeunes femmes et jeunes hommes en développant l'offre de formation professionnelle, en accompagnant leur installation et en facilitant leur accès aux services financiers.

4

PARTAGE DE CONNAISSANCES

Le système de suivi-évaluation et les instances de pilotage permettent de tirer les leçons de notre action. I Yéké Oko se veut agile face aux évolutions et incertitudes du contexte.

Selon les enjeux identifiés avec les partenaires, des études sont réalisées et leurs résultats diffusés pour alimenter les stratégies nationales de développement local : analyses genre, études sur les filières porteuses et l'offre de formation, diagnostic sur les services d'état civil, etc.



Impact attendu du projet



Les populations de **8** communes, soit **321 205** personnes, bénéficient du renforcement de la gouvernance et de l'accès aux services de base

7 000 personnes sans état civil obtiennent un acte de naissance

Les conflits agropastoraux sont réduits grâce à l'élaboration concertée de règles de gestion des espaces

15 000 personnes ont un accès renforcé à l'eau au Cameroun

10 000 personnes en détresse psychosociale ou victimes de violences basées sur le genre sont prises en charge

2 000 agriculteurs et éleveurs adoptent des pratiques agropastorales résilientes et durables

180 jeunes ou porteur(se)s d'initiatives sont appuyé(e)s dans le développement d'activités économiques innovantes



La redevabilité au cœur de l'action

l'Yéké Oko est mis en œuvre par un consortium de 5 organisations internationales et 5 organisations nationales. Son action est co-construite avec les acteurs du territoire grâce à ses instances de pilotage à plusieurs niveaux.

INSTANCES D'APPUI ET D'ORIENTATION STRATÉGIQUE

NIVEAU NATIONAL

Promouvoir l'adéquation des activités du projet avec les objectifs et stratégies des pouvoirs publics et fournir des recommandations pour améliorer sa mise en œuvre.

■ **Ministères impliqués***, Agence Française de Développement, membres du consortium et autres partenaires.

COMITÉS DE PILOTAGE

NIVEAU PRÉFECTORAL

Tirer les leçons du projet et assurer l'adaptation des orientations opérationnelles au contexte local.

■ **Autorités préfectorales et sous préfectorales, services techniques déconcentrés, communes, organisations de la société civile, représentant(e)s des populations bénéficiaires, membres du consortium.**

CADRES DE CONCERTATION COMMUNALE

NIVEAU COMMUNAL

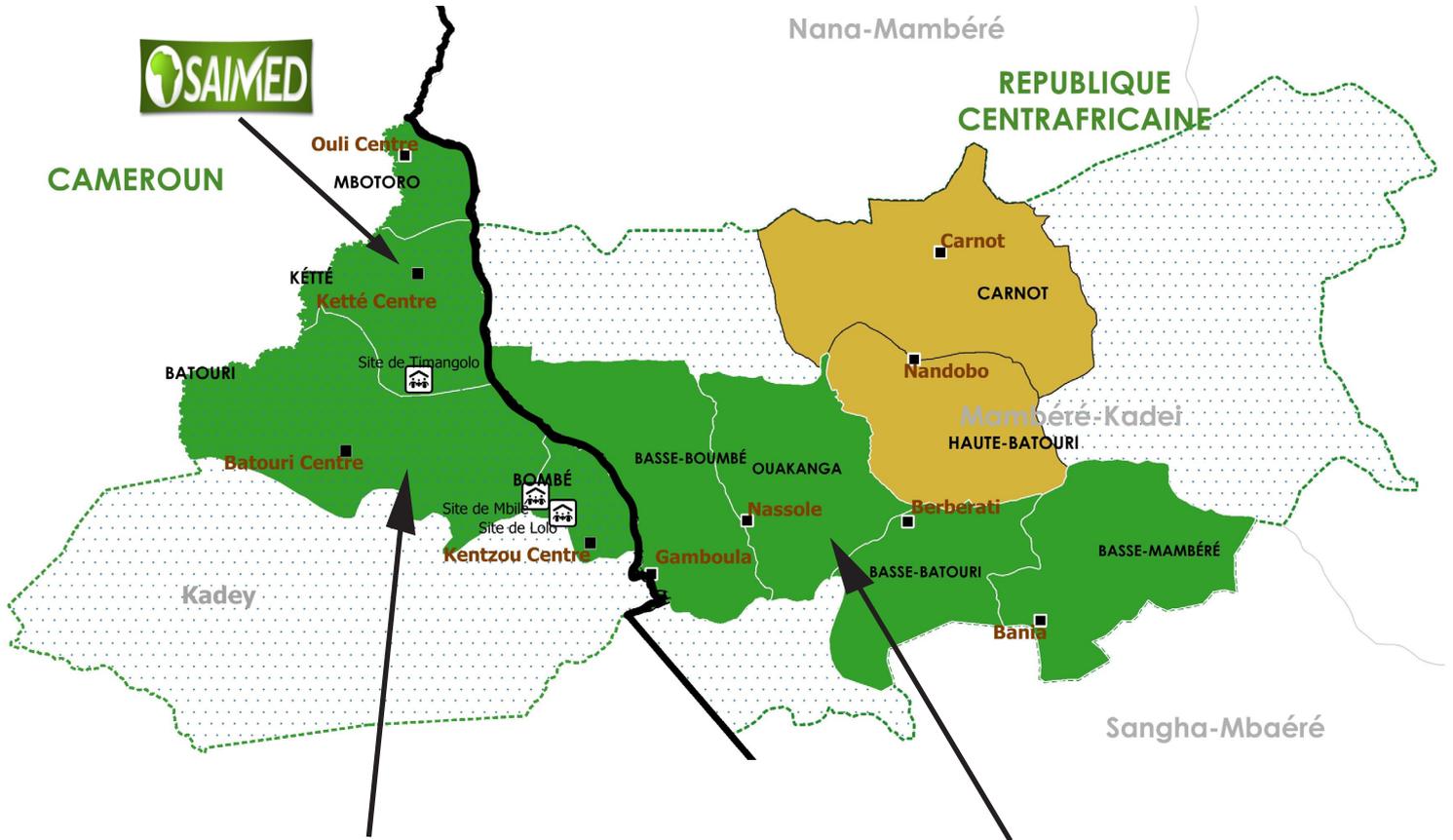
Encourager la planification concertée du développement des communes d'intervention en favorisant le dialogue entre les populations et les autorités locales.

■ **Communes, services techniques, autorités coutumières, représentant(e)s des populations et partenaires de développement.**

*Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, Ministère de l'Elevage et de la Santé Animale, Ministère de la Justice, Ministère des Affaires Sociales et de la Réconciliation Nationale en République centrafricaine – MINEPAT, MINDDEVEL, MINAT, MINREX au Cameroun, entre autres.



Cartographie du projet



iram



NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL



NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL

croix-rouge française
PARTOUT OÙ VOUS AVEZ BESOIN DE NOUS



croix-rouge française
PARTOUT OÙ VOUS AVEZ BESOIN DE NOUS



Légende :



Communes d'intervention prioritaires



Autres communes d'intervention



Site de réfugiés de Timangolo, Lolo et Mbilé

Un partenariat de compétences

Action Contre la Faim est présente au Cameroun depuis 2014, où elle intervient dans le cadre de réponses d'urgence en santé/nutrition, santé mentale et pratiques de soins et eau, assainissement et hygiène dans la région de l'Est.



CARE intervient au Cameroun depuis 1978. Ses interventions s'inscrivent dans trois domaines :

- résilience et insertion professionnelle des femmes et des jeunes ;
- droits et santé sexuelle et reproductive ;
- réponse aux urgences et relèvement.

CARE et Action Contre la Faim mènent leurs activités en partenariat avec les ONG camerounaises ASAD et SAIMED, spécialisées dans les secteurs de la formation et de l'insertion socioéconomique, de l'accès au crédit informel et de la promotion de la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiées.

La Croix-Rouge française est présente en RCA depuis 2004 et au Cameroun depuis 2008, où elle travaille en étroite collaboration avec la Croix-Rouge centrafricaine et la Croix-Rouge camerounaise et leur large réseau de volontaires. Elle mène des actions de relèvement de part et d'autre de la frontière dans les domaines de la santé/nutrition, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence.



L'Iram intervient dans le développement local et rural, l'appui aux filières, et la gestion des ressources naturelles. La gouvernance locale et la gestion concertée des ressources naturelles font partie de ses domaines de spécialisation. L'IRAM mène ses activités en RCA avec l'ONG Echelle, spécialisée dans le domaine du développement local.

Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) apporte un soutien aux populations réfugiées/déplacées et aux communautés hôtes en RCA et au Cameroun. NRC est spécialisé dans les questions d'accès à la documentation civile et légale et d'accès aux logements, terres et biens (LTB) pour les personnes affectées par les déplacements.



Ce projet est financé par l'Agence Française de Développement à travers le Fonds Paix et Résilience Minka



Crédits photos: Guy Martial Bahi-Croix-Rouge française / Amos Ngaina-Croix-Rouge française / Doris Yamado Sorokana
Conseil Norvégien pour les Réfugiés / Guy Martial Bahi-Croix-Rouge française / Anjos Ngeina-Croix-Rouge française / Marie-
Line Senam-Croix-Rouge française / Lena Ngouebeng-Croix-Rouge française / Doni Romiald Mblongo-Croix-Rouge française /
Robert Pale-CARE / Adrien Nouboue Wabo-Conseil Norvégien pour les Réfugiés / Claire Dubois-Croix-Rouge française

CONTACT AFD - AGENCE DE BANGUI

afdbangui@afd.fr

www.afd.fr

CONTACT CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Sophie PARRA D'ANDERT
Responsable du département
partenariats institutionnels
sophie.dandert@croix-rouge.fr
21, rue de la Vanne – CS 90070
92126 Montrouge cedex

www.croix-rouge.fr
